

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Arrêté préfectoral
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE, préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Éric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-022944 relatif au projet de **batterie colocalisée de Ker Heol à Pleyber-Christ (29)**, déposé par la société PARC AGRIVOLTAIQUE KER HEOL, reçu et considéré complet le 1^{er} septembre 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 01° ICPE » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- installation de stockage d'électricité par batteries d'une capacité de 6 MW couplé à un parc photovoltaïque de 40,6281 ha sur les parcelles voisines, avec une emprise de 0,49 ha visant à décaler l'injection de la production photovoltaïque et à soutenir le réseau électrique ;

- le projet est composé de 8 conteneurs de batteries, 2 conteneurs de transformateurs-convertisseurs, 1 conteneur de maintenance, un poste de livraison, une piste lourde de 5 m de large, une citerne souple incendie de 120 m³ et une clôture périphérique de 2 m de haut ;
- les travaux incluent l'aplanissement du terrain, le creusement de tranchées pour les câbles souterrains, la pose des équipements électriques, et le raccordement au réseau de transport d'électricité et de télécommunication.

Considérant la localisation de ce projet :

- en zone agricole du PLUI-H de Morlaix Communauté dont la dernière modification a été approuvée le 9 février 2026 ;
- à proximité immédiate d'un réservoir d'eau potable ;
- en dehors de toute zone présentant une sensibilité environnementale.

Considérant que :

- les distances de sécurité entre les conteneurs (7 m entre les grandes faces, 1,5 m entre un conteneur et un îlot moyenne tension, 10 m entre les conteneurs et la clôture) limitent les risques de propagation d'incendie ;
- l'absence de modification du flux de véhicules en phase d'exploitation n'aura pas d'incidence sur le trafic ;
- les émissions sonores des convertisseurs et transformateurs sont inférieures aux seuils autorisés en limite de parcelle ;
- la remise en état à l'identique du terrain est prévue à la fin de l'exploitation.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de batterie colocalisée de Ker Heol à Pleyber-Christ (29)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,

Madame MESTRES Aurélie
Le lundi 21 septembre 2026